



Estérel côte d'azur AGGLOMÉRATION

23 NOVEMBRE 2023



PROGRAMME

- 1 PROJECTIONS MACRO-ÉCONOMIQUES
- 2 DONNÉES ÉCONOMIE VAROISE
- 3 COTATION
- 4 INDICATEUR CLIMAT



DERNIERES PROJECTIONS MACRO ÉCONOMIQUES

JE D'ENSEMBLE DES PRÉVISIONS MACROÉCONOMIQUES DE SEPTEMBRE

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE EN MOYENNE ANNUELLE

(révisions par rapport à juin 2023 en italique)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
PIB réel	1,9	- 7,7	6,4	2,5	0,9	0,9	1,3
IPCH	0,0	0,2	- 0,4	- 0,1	0,2	- 0,1	- 0,2
IPCH hors énergie et alimentation	1,3	0,5	2,1	5,9	5,8	2,6	1,8
	-	-	-	-	0,2	0,2	- 0,1
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	0,6	0,6	1,3	3,4	4,2	2,8	2,1
	-	-	-	-	- 0,2	- 0,2	0,0
	8,5	8,0	7,9	7,3	7,2	7,5	7,8
	-	-	-	-	0,1	0,1	0,2
Pouvoir d'achat par habitant^{a)}	2,2	0,0	2,3	- 0,1	0,6	0,7	0,5
	0,0	0,1	0,3	0,0	1,0	- 0,2	0,0
Dette publique (en % du PIB)	97,4	114,7	112,9	111,8	109,5	109,4	110,2
	0,0	0,1	0,0	0,2	- 1,2	- 1,6	- 1,5

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire. Les révisions par rapport à la prévision de juin 2023, fondées sur les comptes trimestriels du 28 avril 2023, sont indiquées en italique, calculées en points de pourcentage et sur des chiffres arrondis. Projections fondées sur les comptes trimestriels du 31 août 2023 et réalisées sous des hypothèses techniques établies au 22 août 2023.

a) Rapporté au déflateur de la consommation.

Sources : Insee pour 2019 à 2022 (comptes nationaux trimestriels du 31 août 2023), projections Banque de France sur fond bleuté.

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION ZONE EURO

(révisions par rapport à juin 2023 en italique)	2022	2023	2024	2025
PIB réel - Zone Euro^{a)}	3.4	0.7	1.0	1.5
	- 0.1	- 0.2	- 0.5	- 0.1
IPCH - Zone euro	8.4	5.6	3.2	2.1
	0.0	0.3	0.3	0.0
IPCH hors énergie et alimentation - Zone euro	3.9	5.1	2.9	2.2
	0.0	0.0	- 0.1	- 0.1

a) Le PIB de la Zone Euro hors Irlande progresserait de 0.6% en 2023, 0.8% en 2024 et 1.4% en 2025

Taux de croissance annuel. Données corrigées des jours ouvrables.

Sources : Eurostat, projections Eurosystem sur fond bleuté.

UNE CROISSANCE FAIBLEMENT POSITIVE, MAIS PAS DE RÉCESSION

- Révision à la hausse de la croissance en 2023 à 0,9%, tirée par le commerce extérieur
- En 2024 et 2025, une croissance davantage portée par la demande intérieure : après avoir stagné en 2023 (0%), la consommation des ménages redémarrerait à 1,8% en 2024 et 1,5% en 2025

Tableau C1 : Projections détaillées France

	2022	2023	2024	2025
PIB réel	2.5	0.9	0.9	1.3
Consommation des ménages (52 %) ^{a)}	2.1	0.0	1.8	1.5
Consommation publique (24 %)	2.6	0.5	0.6	1.1
Investissement total (23 %)	2.3	0.9	-1.1	1.1
Investissement public (3 %)	1.5	2.8	-0.7	4.0
Investissement des ménages (5 %)	-1.2	-5.8	-5.9	-0.9
Investissement des entreprises (SNF-SF-EI) (14 %)	3.9	3.1	0.6	1.1
Exportations (32 %)	7.4	2.2	2.8	2.9
Importations (34 %)	8.8	0.4	2.7	2.6
Contributions (points de PIB) ^{b)}				
Demande intérieure hors stocks	2.4	0.4	0.8	1.3
Exportations nettes	-0.6	0.6	0.0	0.0
Variations de stocks	0.8	-0.2	0.1	0.0

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire.

a) Les pourcentages entre parenthèses correspondent à la part de chaque poste dans le PIB en 2018.

b) La somme des contributions ne correspond pas nécessairement à la croissance du PIB du fait d'arrondis.

Sources : Insee pour 2022 (comptes nationaux trimestriels du 31 août 2023), projections Banque de France sur fond bleuté.

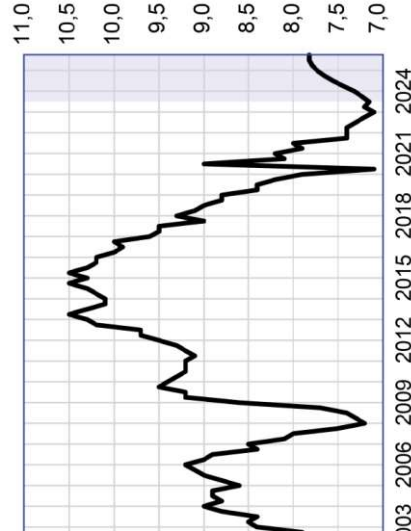
PRÈS UNE RÉSILIENCE REMARQUABLE, UN LÉGER TASSEMENT DE L'EMPLOI

▶ Malgré le ralentissement de l'activité économique, l'économie française créerait plus de 300 000 emplois, et le taux de chômage retomberait à 7,2% en 2023, le plus bas depuis quarante ans

▶ L'emploi devrait ensuite se tasser, et le taux de chômage remonterait progressivement à un niveau toutefois inférieur à la période pré-Covid

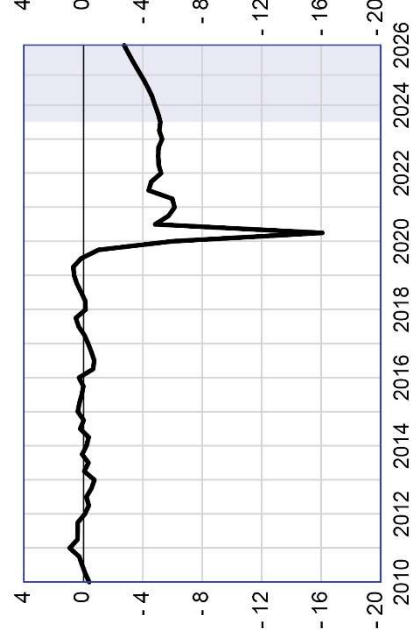
Le chômage

en % de la population active, entière)



Écart de productivité du travail

(en %)



Variation de l'emploi et du chômage dans l'ensemble de l'économie

(en milliers, moyenne annuelle)	2022	2023	2024
Emploi total	775	319	-60
Emplois salariés marchands	625	197	-89
Emplois salariés non marchands	15	5	-1
Emplois non salariés	135	116	29
Population active	625	284	47
Chômage	-150	-35	107
Taux de chômage (BIT, France entière, % pop active)	7,3	7,2	7,5

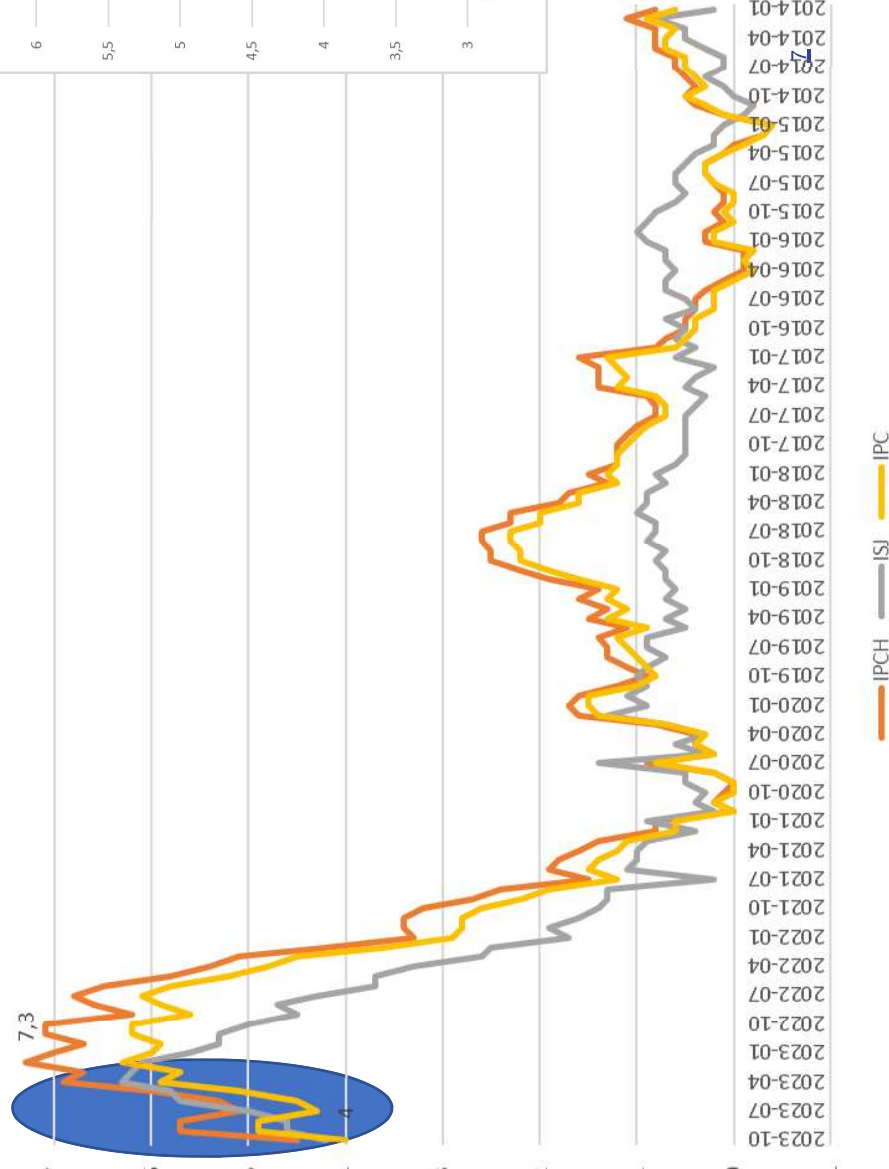
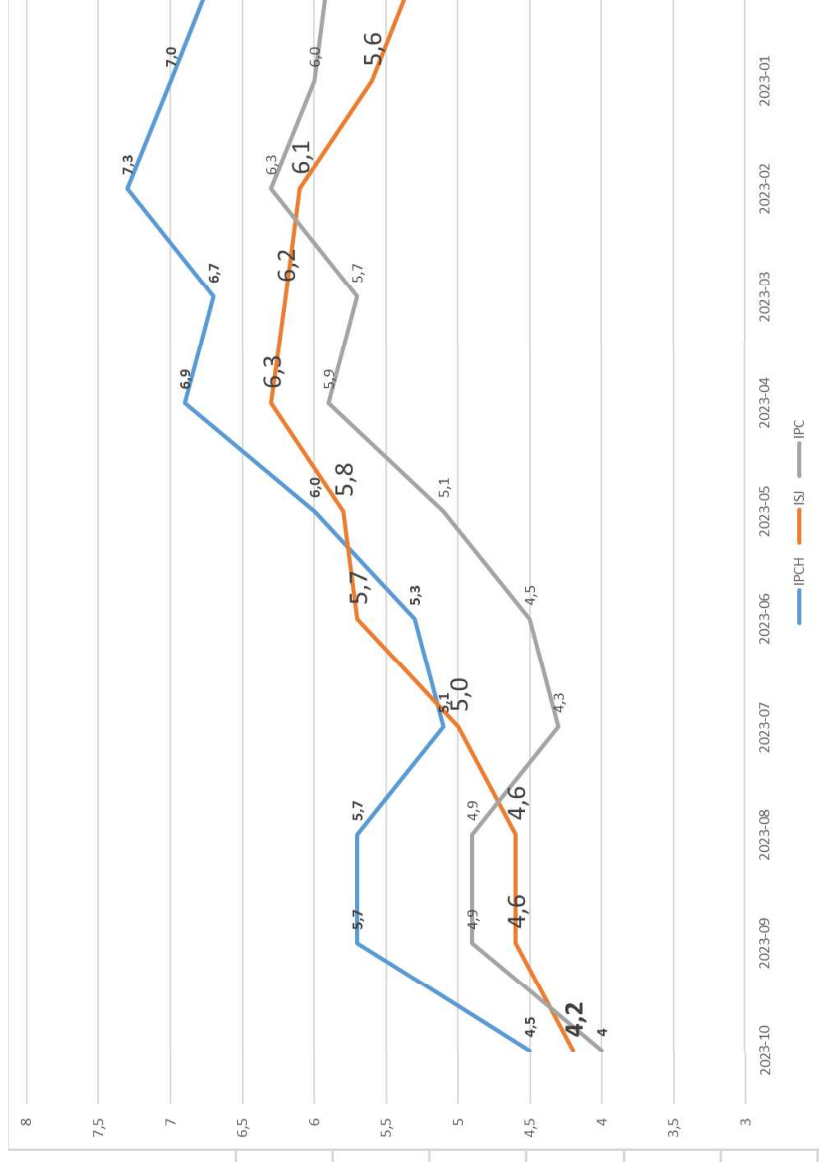
LES PREMIERS SUCCÈS DANS NOTRE BATAILLE CONTRE L'INFLATION

Nous avons passé le pic de l'inflation totale, mais aussi probablement de l'inflation sous-jacente. Ces taux restent trop élevés: ne devons, et nous allons ramener l'inflation vers 2% d'ici 2025

IPCH : Indice des Prix à la Consommation Harmonisée (objectif de la BCE)

ISJ : Inflation Sous-Jacente

IPC : Indice des Prix à la consommation



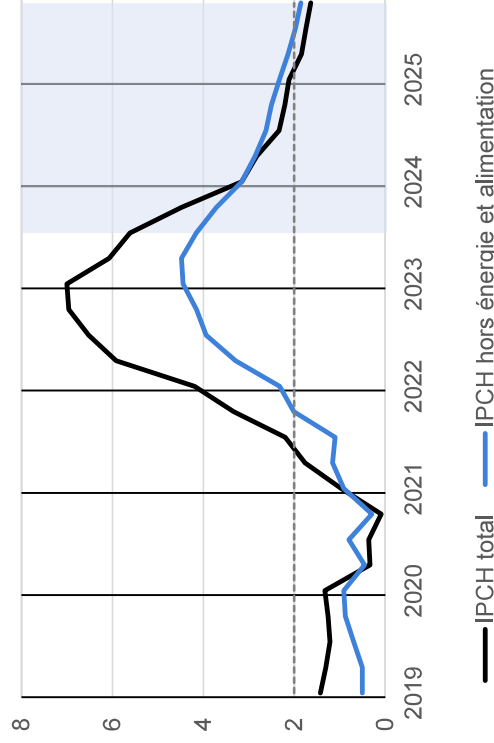
Mois	IPC		
	alimentation	énergie	Prt manufacturé
octobre	7,8	5,2	2,2
septembre	9,7	11,9	2,8

NOTRE PRÉVISION, ET NOTRE ENGAGEMENT : RAMENER L'INFLATION VERS 2% D'ICI 2025

▶ Au-delà des mouvements sur les prix de l'énergie : une tendance de fond à la désinflation avec un retour vers 2% d'ici 2025

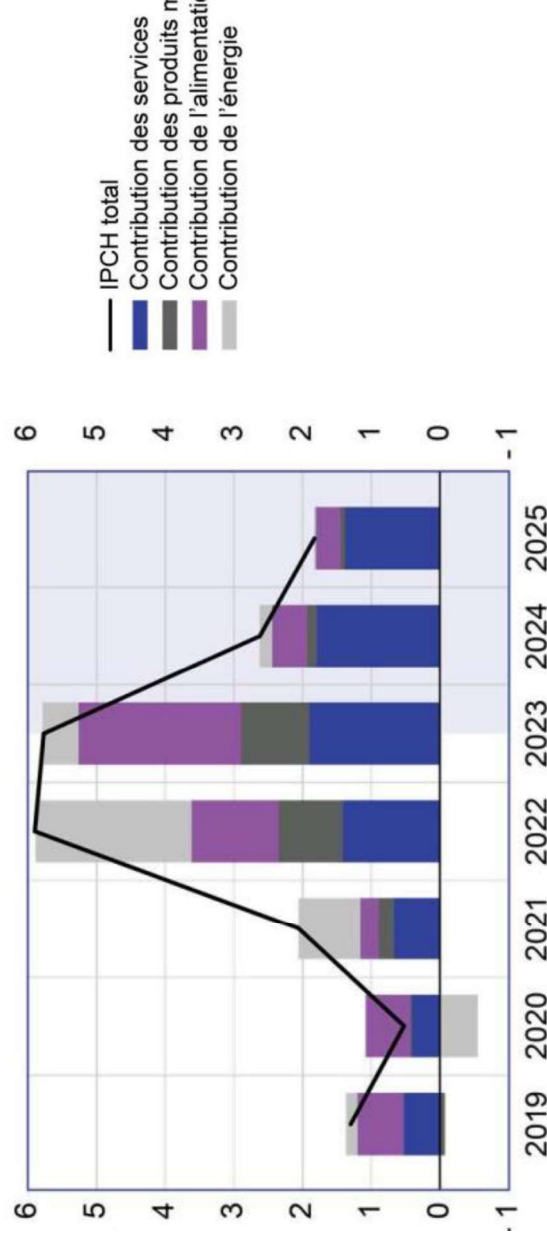
Prévisions d'inflation - France

(%, glissement annuel)



Décomposition de l'IPCH

(croissance annuelle en %, contributions en points de %)



Glissements annuels en %	T4 2022	T4 2023	T4 2024	T4 2025
IPCH total	7,0	4,5	2,2	1,6
IPCH hors énergie et alimentation	4,2	3,7	2,5	1,9

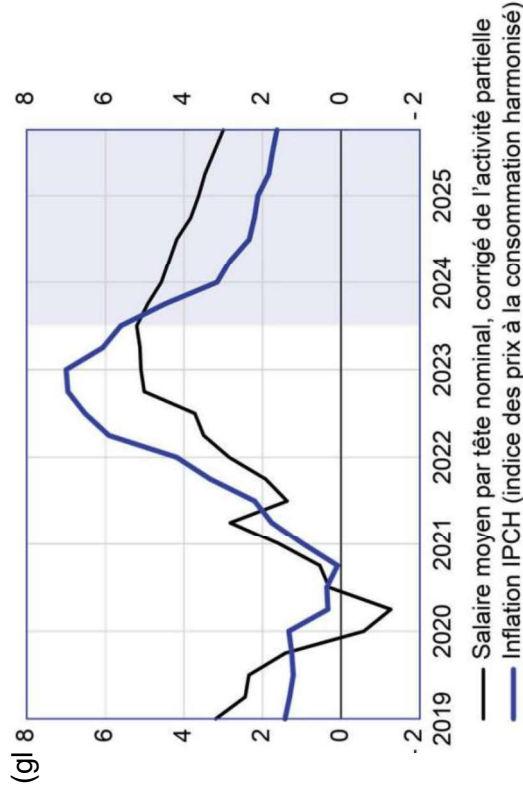
Sources : Insee jusqu'au T2 2023, et projections Banque de France (septembre 2023) sur fond bleuté

UNE AUGMENTATION DES SALAIRES NOMINAUX QUI PASSE SON PIC, MAIS UNE HAUSSE PRÉVUE DES SALAIRES RÉELS QUI SOUTIENDRAIT LE POUVOIR D'ACHAT

Croisement des courbes de salaire nominal et d'inflation :
une hausse des salaires réels prévue en 2024 et 2025

Nous avons échappé à la spirale prix-salaires

Croissance du salaire moyen par tête dans le secteur marchand et inflation

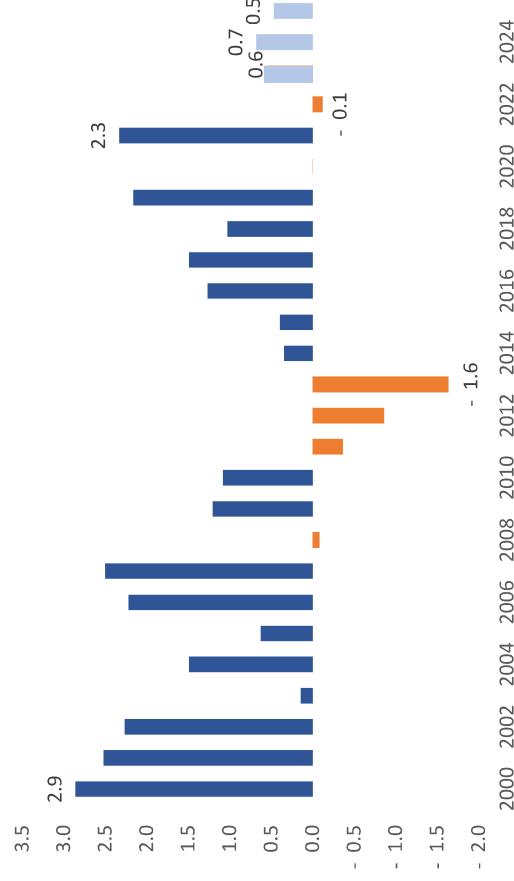


Sources : Insee, calculs Banque de France (prévision à partir de 2023).

▶ Le dynamisme de l'emploi a soutenu le pouvoir d'achat par habitant, qui s'établit en moyenne à +0,6% en 2023

▶ En 2024 et 2025, le pouvoir d'achat continuerait à progresser, grâce à la croissance des salaires réels

Évolution du pouvoir d'achat par habitant en France (% , moyenne annuelle)



DU CÔTÉ DES ENTREPRISES, UN DÉGRADATION DU TAUX DE MARGE ET RÉSILIENCE DE L'INVESTISSEMENT

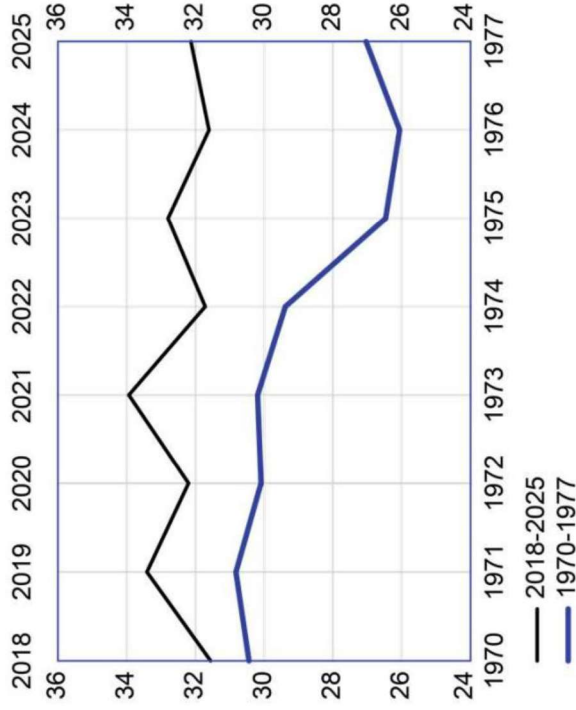
Des dynamiques sectorielles contrastées, avec des évolutions spécifiques dans le secteur de l'énergie

► Un investissement particulièrement résilient depuis plusieurs années

A l'horizon de la prévision, le taux de marge s'établirait à 1%, un niveau légèrement supérieur à la période pré-Covid

► Une dynamique tirée par l'investissement dans les technologies de l'information et des communications

Taux de marge des sociétés non financières, comparaison avec les chocs pétroliers des années 1970
(en % de la valeur ajoutée, moyenne annuelle)



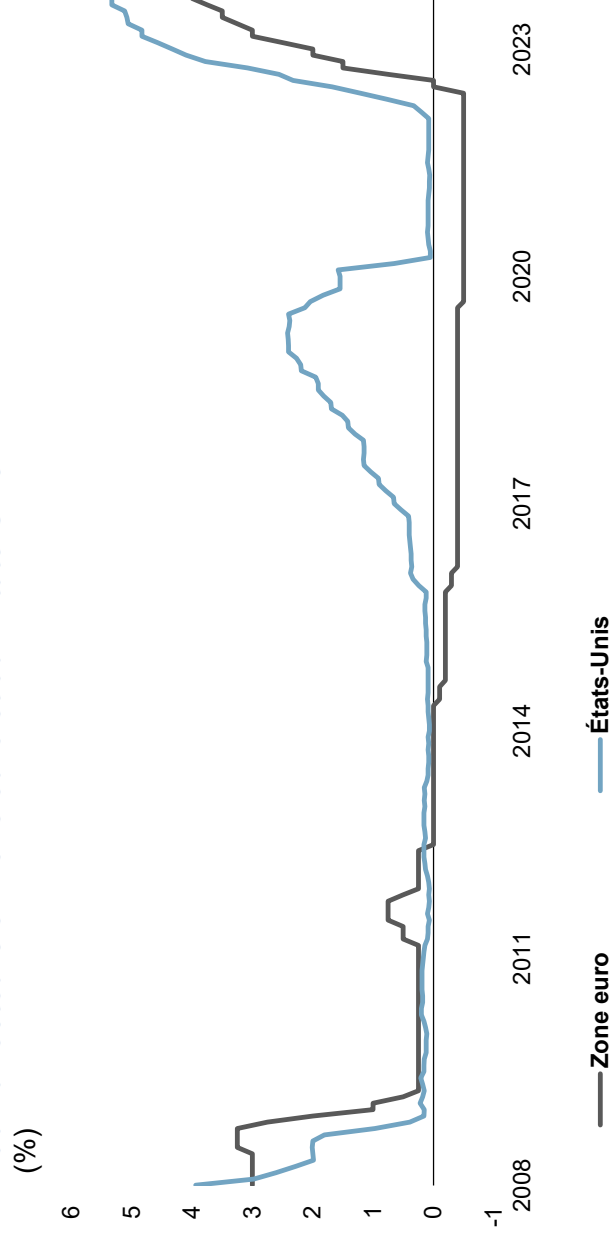
Investissement des sociétés non financières
(volumes à prix chaînés, base 100 = T4 2019)



LA POLITIQUE MONÉTAIRE, LE REMÈDE DURABLE CONTRE L'INFLATION

- ▶ La BCE a augmenté ses taux directeurs de + 450 bp depuis juillet 2022
- ▶ La durée comptera plus que le niveau : le délai de transmission de la politique monétaire est habituellement estimé entre 1 et 2 ans

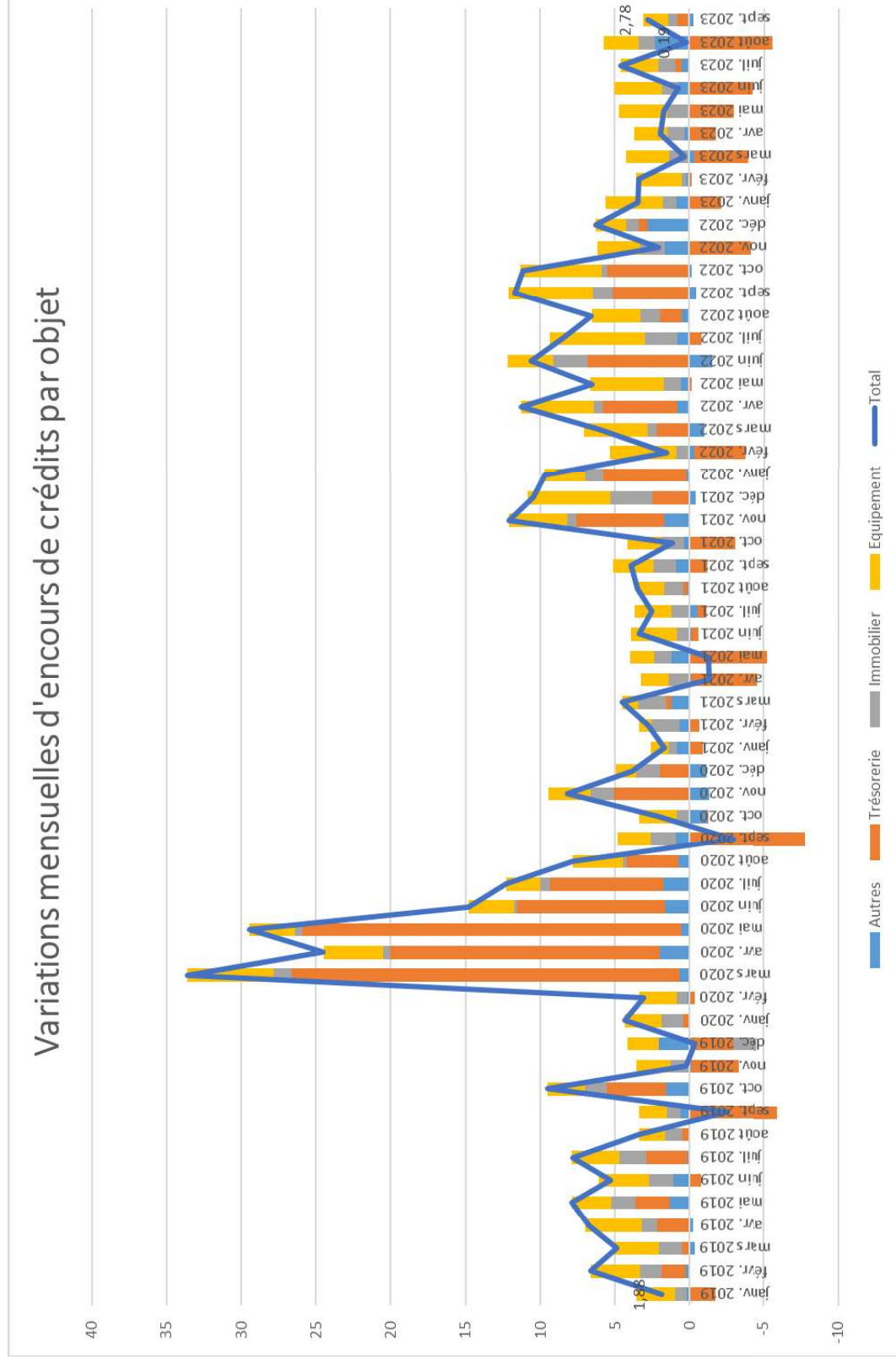
Taux directeurs en zone euro et aux États-Unis



A CROISSANCE DES CRÉDITS AUX ENTREPRISES SE MODÈRE MAIS RESTE POSITIVE

La croissance des crédits bancaires accordés aux sociétés non financières (SNF) se modère à nouveau en septembre mais établit encore à +3,0% (après +3,6% en août). La progression des crédits d'investissement reste soutenue, même si elle ralentit à +5,2%, après +5,8%), tandis que le taux de variation des crédits de trésorerie est négatif compte tenu des remboursements qui se poursuivent (-5,2%, après -4,3%).

Le coût des crédits bancaires augmente légèrement en septembre (4,51% après 4,41% en août)



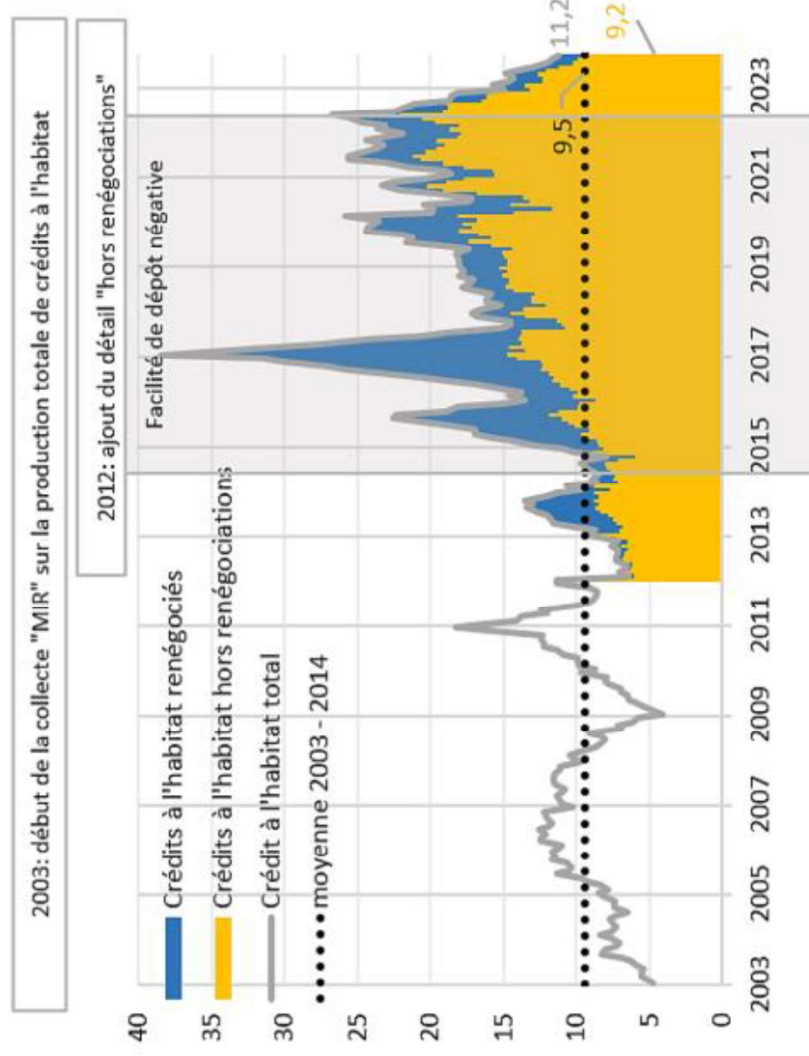
ET RALENTISSEMENT DU CRÉDIT IMMOBILIER

Ralentissement de la croissance des encours de crédit à l'habitat : +2,9% en juillet après +3,4% en juin. Cette croissance demeure nettement plus élevée que celle de nos voisins européens. Ce ralentissement intervient après une période de taux exceptionnellement bas

Nous restons toutefois vigilants : il est souhaitable que la production de crédits immobiliers se stabilise et reparte progressivement

G1 – Crédits nouveaux à l'habitat à destination des particuliers, cvs, en Mds€

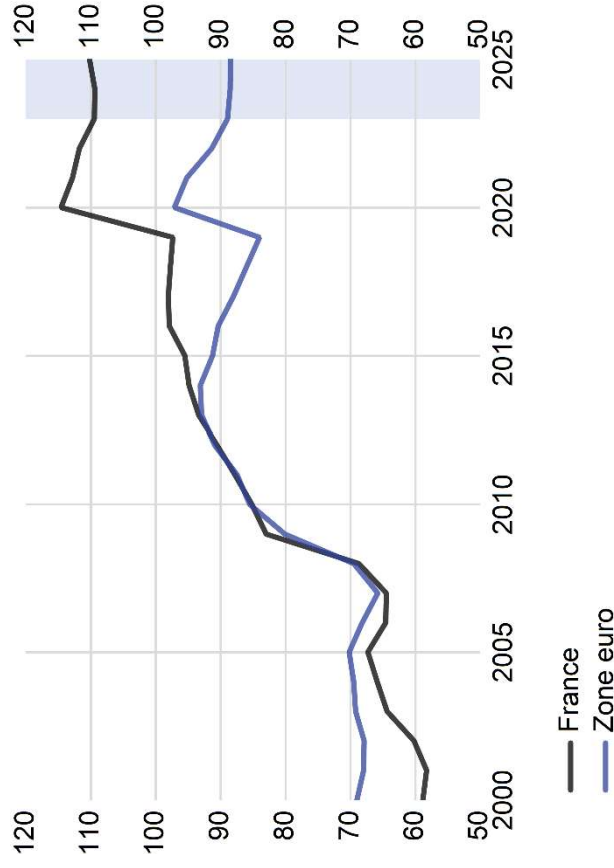
Source : Banque de France



Note : dernier point affiché : septembre 2023

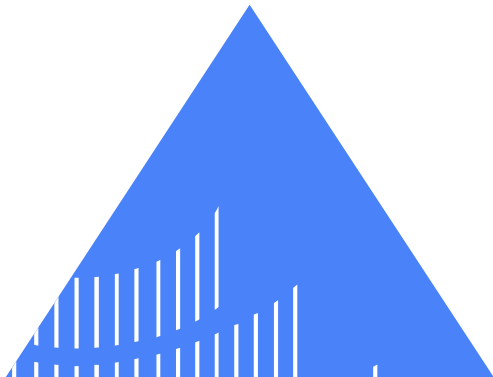
LE TAUX D'ENDETTEMENT PUBLIC FRANÇAIS NE FERAIT QUE SE STABILISER, UN NIVEAU DURABLEMENT PLUS ÉLEVÉ QUE LA ZONE EURO

Dettes publiques en France et en zone euro (en % du PIB)



- ▶ Cette prévision ne prend pas en compte les mesures du PLF pour 2024
- ▶ A l'horizon de la prévision, le ratio de dette publique ne ferait que se stabiliser autour de 110% du PIB
- ▶ L'écart de ratios d'endettement public entre la France et la moyenne de la zone euro passerait d'environ 15 pts avant la crise Covid à 20 pts à l'horizon de la prévision

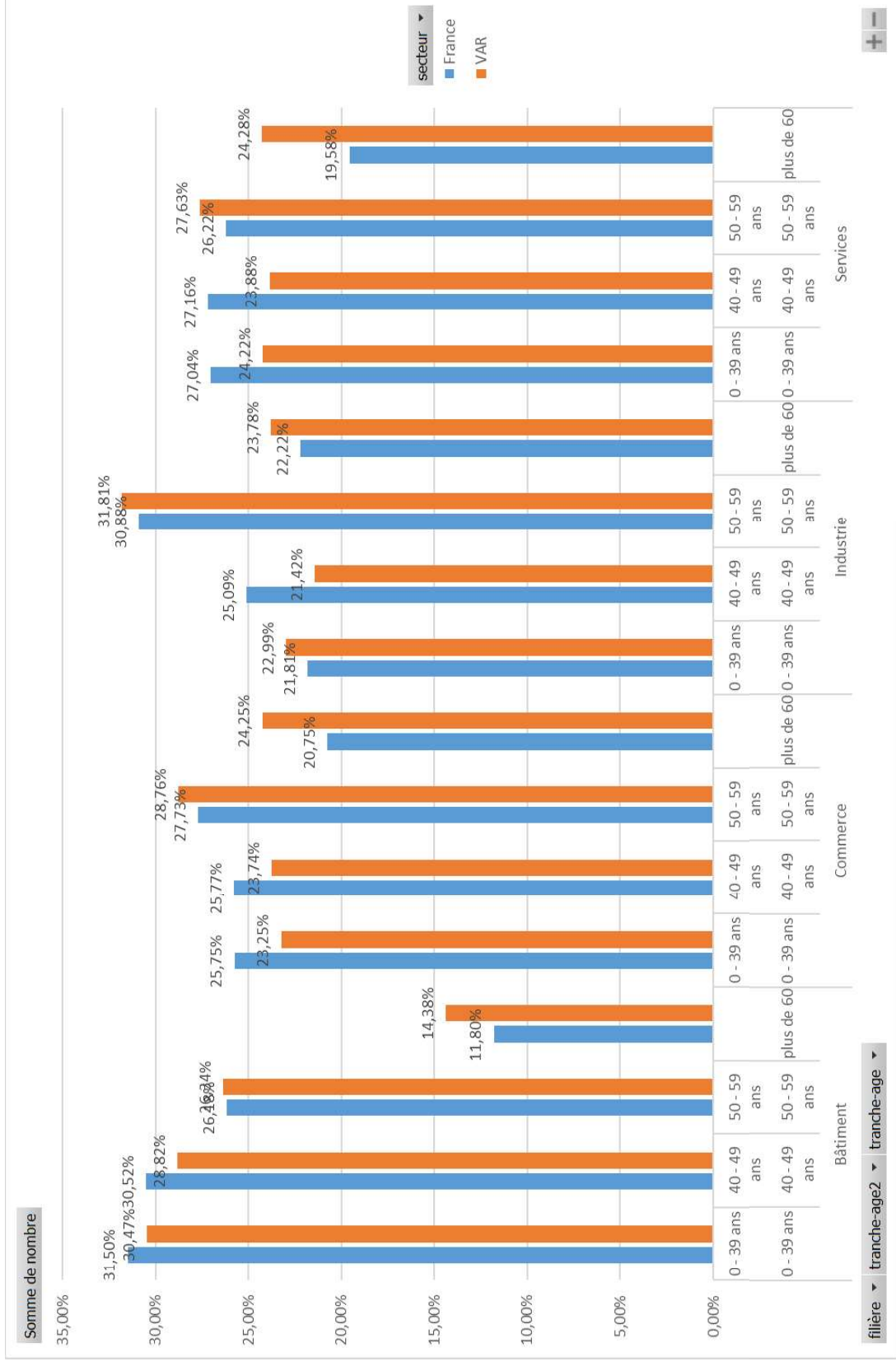
Sources : Insee et Eurostat jusqu'en 2022, projections Banque de France et Eurosysteme sur fond bleuté.



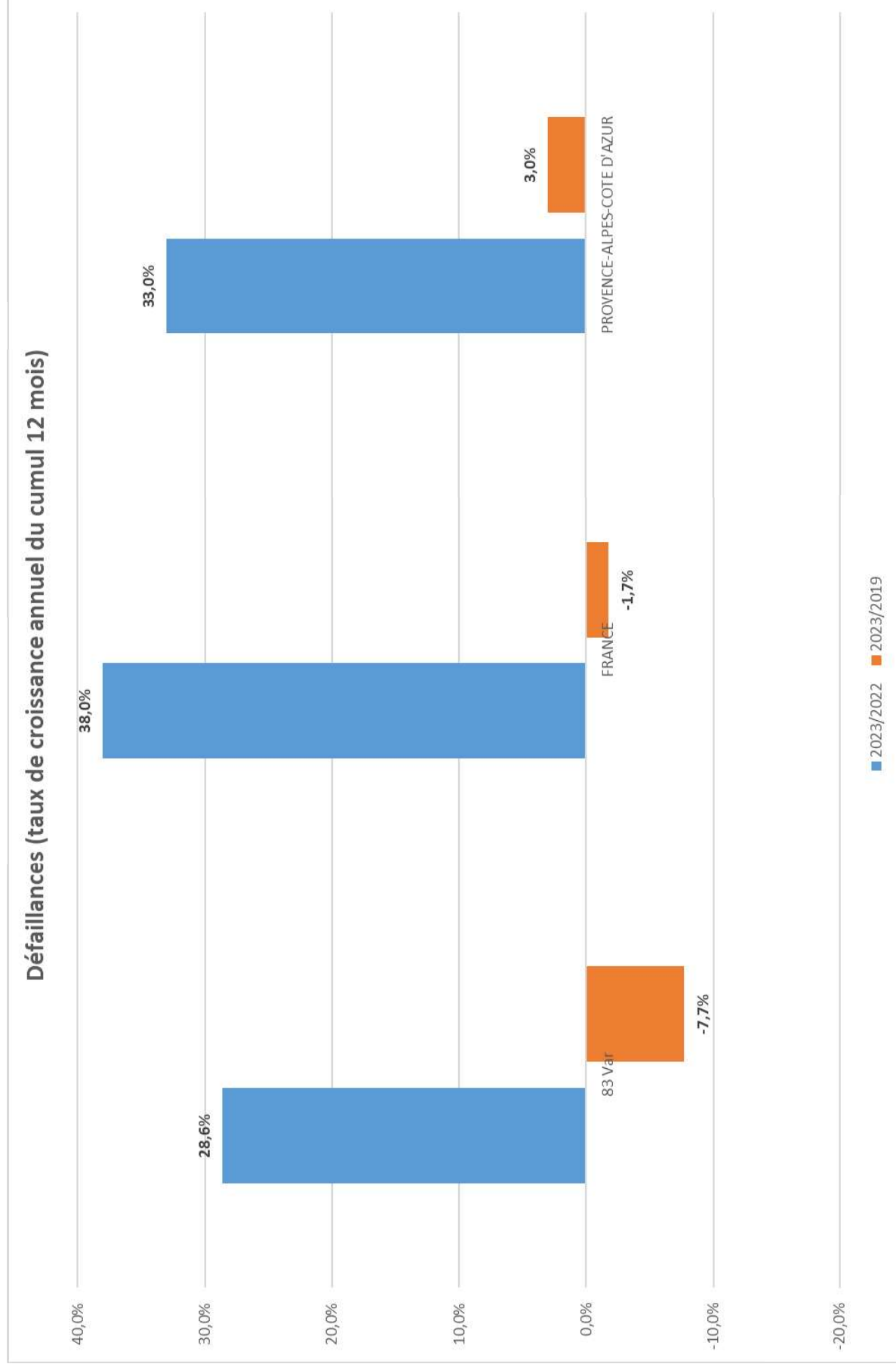
FOCUS ECONOMIE VAROISE

VAR: Âge des dirigeants

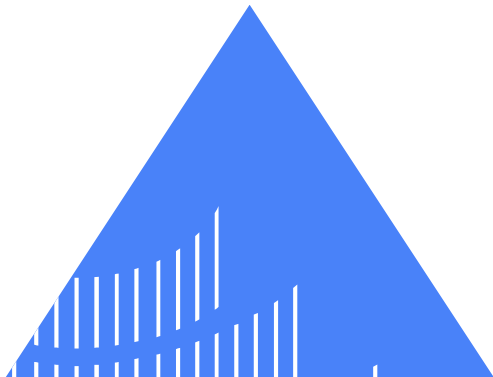
Quel que soit le secteur la tranche plus de 60 ans est plus représentée dans le VAR en particulier dans le secteur des services (France 19,6% Var 24,3%)



Défaillances (données à fin septembre)



■ 2023/2022 ■ 2023/2019



LA COTATION

SERVICES AUX ENTREPRISES - NOTATION BANQUE DE FRANCE e appréciation de la santé financière de entreprise

Appréciation sur la capacité d'une entreprise à honorer ses engagements financiers à un horizon d'un an à trois ans : cote de crédit (chiffre de 1+ à 8, P et 0).

Concerne toutes les entreprises non financières de nature industrielle et commerciale dont le siège social est situé en France ou dans les territoires d'outre-mer.

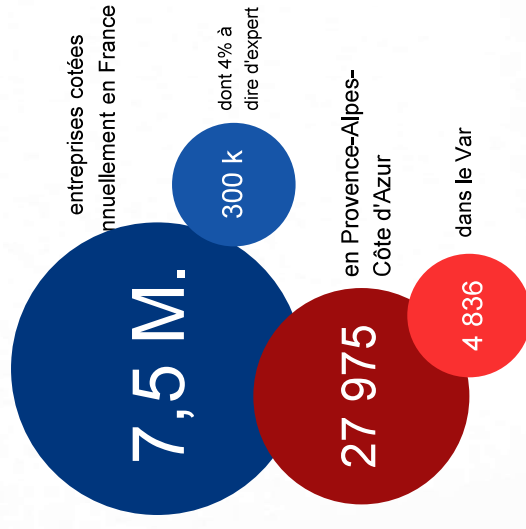
actuel le service des entreprises de Toulon :

la FREMONT, Responsable du Service Entreprises - 04 98 07 03 60

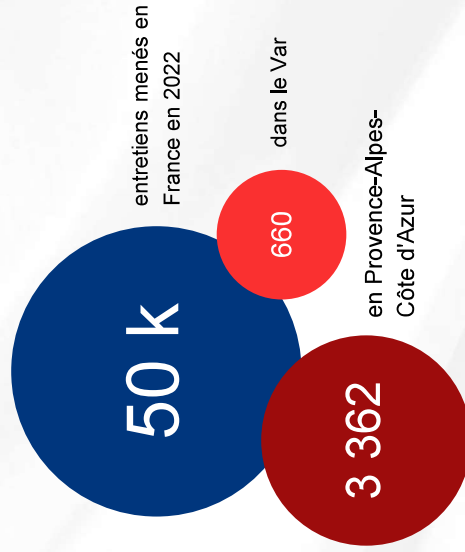
manuel VINATIER, Adjoint au responsable - 04 98 07 03 65

: toulon.ent@banque-france.fr

Entreprises cotées en 2022



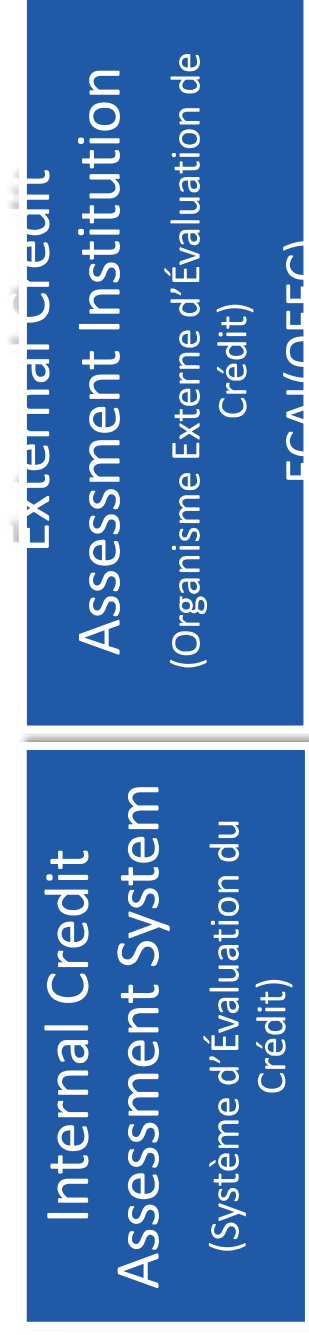
Entretiens menés auprès des dirigeants en 2022



1+	Excellente ++
1	Excellente +
1-	Excellente
2+	Très satisfaisante +++
2	Très satisfaisante +
2-	Très satisfaisante
3+	Forte ++
3	Forte +
3-	Forte
4+	Bonne +
4	Bonne
4-	Intermédiaire +
5+	Intermédiaire -
5	Fragile
5-	Assez faible
6+	Très faible
6	Menacée
6-	Compromise
7	Très compromise
8	Fortement compromise
P	Défaillante
0	Non significative

POURQUOI UNE ECHELLE DE COTATION

Depuis 2007, la cotation est encadrée par 2 statuts



Ces statuts permettent d'utiliser la cotation pour l'évaluation de la qualité de crédit des entreprises non financières:

- dans le cadre de la **politique monétaire (ICAS)**
=> *Les banques peuvent obtenir des financements auprès de la Banque de France en apportant des prêts aux entreprises en garantie*
- dans le cadre de la **réglementation prudentielle des banques (OEEC/ECAI)**
=> *les banques peuvent ainsi utiliser leurs fonds propres pour engager des prêts aux entreprises*

UNE ANALYSE À DIRE D'EXPERT

□ Maintien de l'analyse à dire d'expert

Analyse
financière sur 4
axes

Analyse
qualitative

Contributions
extra-financières



□ Des nouveautés

Des indicateurs
supplémentaires

Adaptée à la plus
grande granularité
de l'échelle

Adaptées à la plus
grande granularité
de l'échelle

LA NEC : TOUJOURS UNE ANALYSE À DIRE D'EXPERT

Une cote financière s'appuyant sur:

- L'affectation de l'entreprise à un secteur financier
- L'analyse de 4 thèmes financiers selon les ratios propres au secteur: capacité bénéficiaire; structure financière, autonomie financière et liquidité

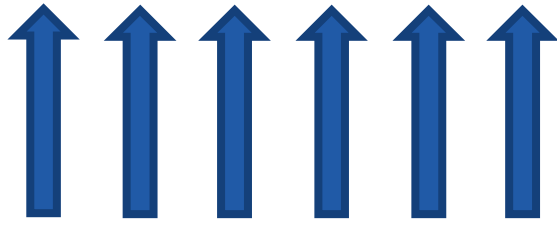
Une analyse qualitative

La prise en compte d'éventuels éléments extra-comptables

Chaque entité recevant une cotation significative (i.e. fondée sur l'analyse de sa documentation financière) fait l'objet d'une analyse par les experts du réseau de la Banque de France

UNE ANALYSE QUALITATIVE

Les axes de l'analyse qualitative restent inchangés, à savoir



L'environnement de l'entreprise (marché, intensité concurrentielle...)

L'entreprise (portefeuille produits, clients, positionnement...)

La flexibilité financière de l'entreprise (accès aux marchés...)

La stratégie et les perspectives

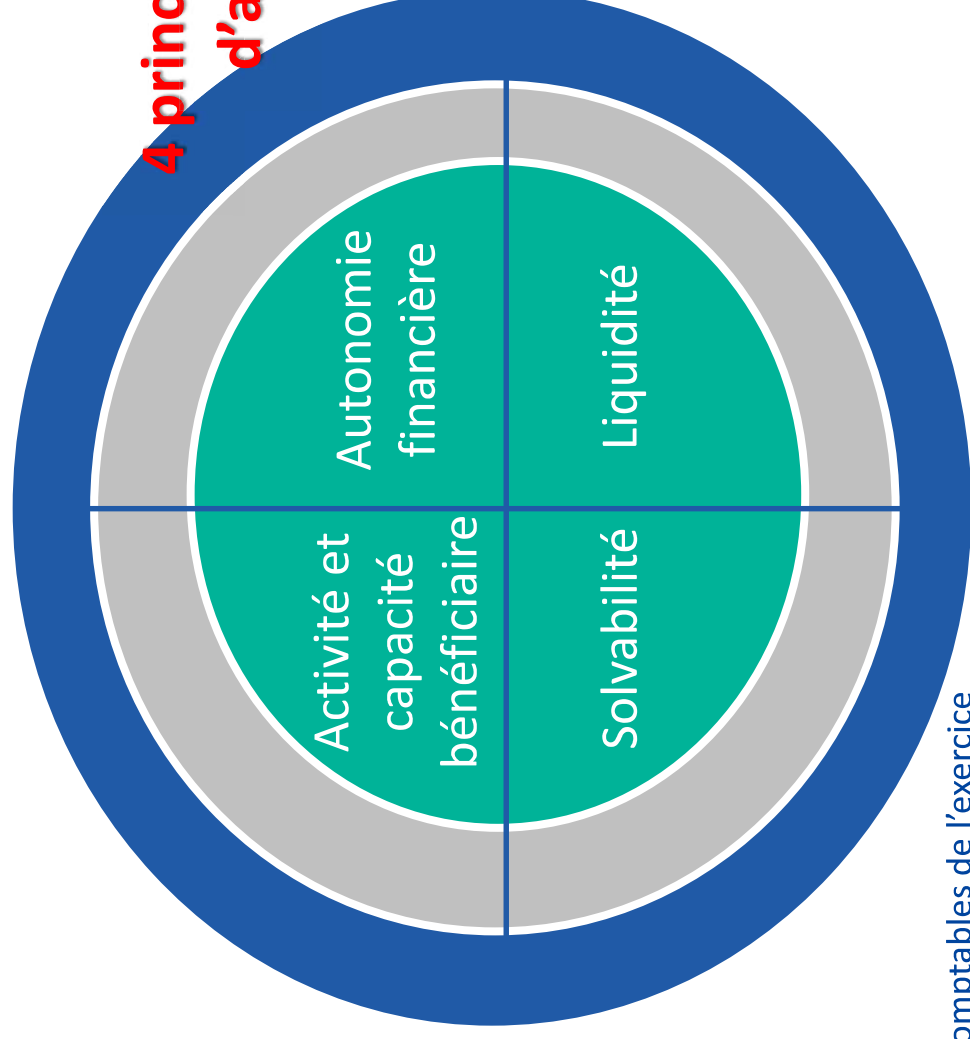
La communication et la transmission de données prévisionnelles

La Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE)

LE PROCESSUS DE COTATION DU NOUVEAU MODÈLE

Cotation à dire d'expert pour les entreprises réalisant un CA > à 750 KE

4 principaux axes d'analyse



Légende

- analyse des documents comptables de l'exercice
- analyse financière pluriannuelle
- analyse qualitative et prévisionnelle

LA NOUVELLE ÉCHELLE DE COTATION

10 COTES ELIGIBLES

11 COTES NON ELIGIBLES

Cote de crédit	Appréciation de la qualité de crédit
1+	Excellente ++
1	Excellente +
1-	Excellente
2+	Très satisfaisante ++
2	Très satisfaisante +
2-	Très satisfaisante
3+	Forte ++
3	Forte +
3-	Forte
4+	Bonne +
4	Bonne
4-	Intermédiaire +
5+	Intermédiaire –
5	Fragile
5-	Assez faible
6+	Très faible
6	Menacée
6-	Compromise
7	Très compromise
8	Fortement compromise
P	Défaillante
0	Cote de crédit non significative, pas d'analyse au vu du bilan